

BELGISCH STAATSBLAD

MONITEUR BELGE

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002, gewijzigd door de artikelen 4 tot en met 8 van de wet houdende diverse bepalingen van 20 juli 2005.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :
www.staatsblad.be

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Antwerpsesteenweg 53, 1000 Brussel - Directeur : Wilfried Verrezen

Gratis tel. nummer : 0800-98 809

184e JAARGANG



N. 229

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002, modifiés par les articles 4 à 8 de la loi portant des dispositions diverses du 20 juillet 2005.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :
www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, chaussée d'Anvers 53, 1000 Bruxelles - Directeur : Wilfried Verrezen

Numéro tél. gratuit : 0800-98 809

184e ANNEE

DONDERDAG 21 AUGUSTUS 2014
EERSTE EDITIE

JEUDI 21 AOUT 2014
PREMIERE EDITION

Het Belgisch Staatsblad van 20 augustus 2014 bevat twee uitgaven, met als volgnummers 227 en 228.

Le Moniteur belge du 20 août 2014 comporte deux éditions, qui portent les numéros 227 et 228.

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnances en verordeningen

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Waals Gewest

Waalse Overheidsdienst

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toegankelijke woning, de aanpasbare woning en de aangepaste woning, bl. 61242.

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen. Addendum, bl. 62299.

Gemeinschafts- und Regionalregierungen

Wallonische Region

Öffentlicher Dienst der Wallonie

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung über barrierefreies, anpassbares und angepasstes Wohnen, S. 61240.

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden. Addendum, S. 61773.

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Gouvernements de Communauté et de Région

Région wallonne

Service public de Wallonie

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au logement accessible, au logement adaptable et au logement adapté, p. 61238.

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments. Addendum, p. 61244.

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/205026]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au logement accessible,
au logement adaptable et au logement adapté

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, article 1^{er}, 16°, 16°bis et 16°ter;
Considérant l'avis de la Société wallonne du Logement, donné le 17 février 2014;
Considérant l'avis de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 29 octobre 2013;
Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 24 mai 2013;
Vu l'avis 56.022/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois
sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;
Considérant l'avis de la Commission wallonne des Aînés, donné le 22 avril 2013;
Considérant l'avis de la Commission wallonne des Personnes handicapées, donné le 22 avril 2013;
Considérant l'avis du Conseil supérieur du Logement, donné le 19 avril 2013;
Sur la proposition du Ministre du Logement;
Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° aire de rotation : surface horizontale d'un diamètre de cent cinquante centimètres minimum dépourvue d'obstacle de manière à permettre une manœuvre en voiturette;

2° aire de transfert : espace libre de nonante centimètres de largeur minimum sur cent cinquante centimètres de longueur minimum, situé latéralement par rapport à un équipement;

3° libre passage : espace réellement disponible hors obstacles fixes;

4° surface réservée : surface qui n'est pas directement disponible dans l'unité de vie ou dans une pièce de celle-ci mais qui peut être libérée aisément en supprimant tout élément faisant obstacle soit :

a) par déplacement, dans le cas de mobilier;

b) par démontage, dans le cas d'une cloison démontable;

5° cloison démontable : cloison légère libérée de toutes contraintes techniques telles que des canalisations ou des câbles d'alimentation d'électricité, posée sur un revêtement de sol fini et contre un ou des murs ou cloisons ou plafond finis;

6° unité de vie : espace constitué des pièces suivantes situées au même niveau que l'entrée du logement :

a) un séjour;

b) une cuisine incluse dans le séjour ou séparée;

c) une chambre;

d) une salle de bains;

e) un WC inclus dans la salle de bains ou séparé;

7° Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

8° CWATUPE : Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

Une aire de rotation est considérée comme une aire de transfert lorsqu'elle permet un accès latéral à un équipement.

CHAPITRE II. — Caractéristiques techniques du logement accessible

Art. 2. Un logement aménagé dans un bâtiment à logements multiples ou une maison unifamiliale est accessible s'il répond aux caractéristiques techniques en matière de parking prescrites à l'article 415 du CWATUPE, et aux caractéristiques techniques en matière de voies d'accès, de portes, de couloirs, de cages d'escalier, de niveaux de locaux et d'ascenseur prescrites aux articles 415/1, 415/2, 415/3, 415/4 et 415/5 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

CHAPITRE III. — Critères du logement adaptable

Art. 3. Un logement accessible aménagé dans un bâtiment à logements multiples ou une maison unifamiliale est un logement adaptable s'il répond aux critères décrits aux articles 4 à 13.

Art. 4. Lorsqu'un emplacement de parking est affecté au logement adaptable, il offre une surface réservée de trois cents trente centimètres de largeur minimum sur cinq cents centimètres de longueur minimum.

L'emplacement de parking affecté au logement adaptable jouxte la voie d'accès au logement et est constitué d'un revêtement stabilisé ne présentant pas d'accident de surface et présentant une pente de 2 pour cent au maximum.

Lorsque l'emplacement de parking affecté au logement adaptable est situé dans un box ou un garage, les dimensions intérieures de libre passage de celui-ci sont de minimum quatre cents centimètres de largeur sur six cents cinquante centimètres de longueur minimum.

Art. 5. Le logement ne comporte, tant au niveau de l'aménagement fonctionnel qu'au niveau de la technique de construction, aucune marche ni ressaut à l'entrée du logement et entre les pièces de l'unité de vie.

Art. 6. La circulation dans les pièces de l'unité de vie du logement est régie par les normes suivantes :

1° les couloirs ont une surface réservée pour une largeur minimale de cent vingt centimètres;

2° de part et d'autre de chaque porte et à chaque changement de direction, une surface réservée pour une aire de rotation est présente;

3° le vantail ouvert en position perpendiculaire de la baie de la porte n'empiète pas sur l'aire de rotation.

Art. 7. Les portes de l'unité de vie présentent un libre passage minimum de quatre-vingt-cinq centimètres inscrites dans un ébrasement de minimum nonante trois centimètres d'écartement et une baie de gros-œuvre de minimum cent centimètres de largeur.

La longueur du mur située dans le prolongement de la porte fermée, du côté de la poignée est de cinquante centimètres au minimum, de part et d'autre du mur.

Art. 8. La cuisine dispose d'une surface réservée pour une aire de rotation qui dessert l'ensemble du mobilier et des appareils ménagers en dehors de la surface occupée par les débattements de portes et les équipements fixes.

Art. 9. Dans une chambre au moins de l'unité de vie, en dehors de la surface de 200 cm de long et 180 cm de large de l'emprise du lit, en dehors de la surface de 180 de long et de 60 de large de l'emprise de la garde-robe et en dehors du débattement de la porte d'entrée, une aire de rotation borde un côté du lit, une aire de rotation fait face à la fenêtre et une aire de rotation fait face à la garde-robe. Ces aires de rotation peuvent être partiellement ou totalement superposées.

Art. 10. La salle de bains dispose d'une surface réservée pour une aire de rotation qui dessert l'ensemble des équipements sanitaires en dehors de la surface occupée par les débattements de portes et les équipements fixes.

Une aire de transfert jouxte la cuvette de tout WC qu'il soit situé dans la salle de bains ou dans une pièce séparée.

L'aire de transfert réservée pour la cuvette du WC peut être obtenue par la réunion de la pièce où se situe le WC et la salle de bain après suppression d'une cloison démontable érigée entre ces deux pièces.

La salle de bains comprend une douche de plain-pied, disposant d'une surface réservée pour cette aire de transfert, dont le sol est composé soit d'un receveur situé au même niveau que le sol de la salle de bains, soit d'un revêtement étanche en continuité avec le sol de la salle de bain et comprenant une évacuation d'eau par le sol. Une paroi de cette douche est équipée d'une alimentation en eau.

Art. 11. Les interrupteurs et au moins une prise de courant par pièce sont placés entre quatre-vingts centimètres et cent dix centimètres de hauteur par rapport au sol et sont placés à cinquante centimètres de tout mur contigu.

Art. 12. Une aire de rotation fait face à au moins une fenêtre de chaque pièce de l'unité de vie à l'exception des toilettes, salles de bain et cuisines et des chambres surnuméraires à la chambre principale.

La hauteur d'allège de cette fenêtre est de maximum cent centimètres.

Art. 13. Lorsqu'un balcon ou une terrasse dessert l'unité de vie, la porte d'accès au balcon ou à la terrasse n'est pas équipée d'une traverse inférieure ou d'un dormant de seuil.

CHAPITRE IV. — *Critères du logement adapté*

Art. 14. § 1^{er}. Un logement est adapté s'il présente une configuration qui répond aux critères propres à une des situations suivantes :

1° soit le logement est reconnu comme logement AVJ conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 visant à encourager les projets de cellules AVJ en faveur des personnes handicapées souhaitant vivre de manière autonome dans des cités sociales;

2° soit le logement est un logement adaptable, le cas échéant complété par un ou des appareillages fixes ou incorporés au bâtiment décrits dans l'annexe 82 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ou de la réglementation applicable en la matière en Communauté germanophone, et occupé par un ménage dont l'un des membres présente un handicap en matière de mobilité;

3° soit le logement est conforme aux critères définis aux articles 5 à 7 et aux articles 9 à 10 et comporte un ou des aménagements spécifiques liés à la situation de handicap d'un membre du ménage occupant le logement;

4° soit le logement est conforme aux critères définis à l'article 2 et le handicap reconnu du ou des membres du ménage ne nécessite pas d'aménagement ou d'appareillage destiné à permettre la mobilité des occupants.

§ 2. Les critères relatifs aux situations visées au § 1^{er}, 3° ou 4°, sont attestés par le Département du Logement de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie, sur demande motivée du ménage occupant le logement,

§ 3. Le logement ne répond plus aux critères du logement adapté pour les situations visées au § 1^{er}, 2°, 3° ou 4°, par le fait de la fin du bail ou par la cession d'un droit réel sur le logement.

Art. 15. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

La Ministre de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/205026]

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung über barrierefreies, anpassbares und angepasstes Wohnen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, insbesondere von Artikel 1 Ziffern 16°, 16°*bis* und 16°*ter*;

In Erwägung des am 17. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft);

In Erwägung des am 29. Oktober 2013 abgegebenen Gutachtens der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);

Aufgrund des am 24. Mai 2013 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat für Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 7. Mai 2014 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 56.022/4 des Staatsrats;

In Erwägung des am 22. April 2013 abgegebenen Gutachtens der "Commission wallonne des Aînés" (Wallonische Kommission für Ältere);

In Erwägung des am 22. April 2013 abgegebenen Gutachtens der "Commission wallonne des Personnes handicapées" (Wallonische Kommission für behinderte Personen);

Aufgrund des am 19. April 2013 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur du Logement" (Hoher Rat für Wohnungswesen);

Auf Vorschlag des Ministers für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen

Artikel 1 - Für die Anwendung dieses Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Wendefläche: horizontale Fläche mit einem Durchmesser von wenigstens einhundertfünfzig Zentimetern, die keine Hindernisse aufweist, damit Rollstühlen das Manövrieren ermöglicht wird;

2° Transferfläche: wenigstens neunzig Zentimeter breiter und einhundertfünfzig Zentimeter langer freier Raum, der sich seitlich einer Ausrüstung befindet;

3° freier Durchgang: tatsächlich verfügbarer Raum ohne feste Hindernisse;

4° vorbehaltene Fläche: Fläche, die innerhalb der Wohneinheit oder eines ihrer Zimmer nicht unmittelbar verfügbar ist, die aber durch Beseitigung jegliches hindernd im Wege stehenden Gegenstandes leicht freigegeben werden kann, d.h. entweder

a) durch Verrücken, im Falle von Mobiliar, oder

b) durch Abbau, im Falle einer demontierbaren Wand;

5° demontierbare Wand: leichte, von allen bautechnischen Zwängen wie z.B. Leitungen oder Stromversorgungskabeln befreite Zwischenwand, die auf einem fertigen Bodenbelag und an einer oder mehreren fertigen Wänden bzw. Zwischenwänden oder an einer fertigen Decke eingezogen wurde;

6° Wohneinheit: ein Raum, der aus folgenden im selben Geschoss wie der Wohnungseingang liegenden Zimmern besteht:

a) einem Wohnzimmer,

b) einer Küche als Teil des Wohnzimmers oder als separatem Raum,

c) einem Schlafzimmer,

d) einem Badezimmer,

e) einem WC als Teil des Wohnzimmers oder als separatem Raum;

7° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

8° CWATUPE: Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (frz. "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie").

Eine Wendefläche wird als Transferfläche angesehen, wenn sie eine Ausrüstung von der Seite her zugänglich macht.

KAPITEL II — Technische Eigenschaften der barrierefreien Wohnung

Art. 2 - Eine in einem Mehr- oder Einfamilienhaus eingerichtete Wohnung ist barrierefrei, wenn sie den technischen Merkmalen für die Parkplätze, die durch Artikel 415 des CWATUPE vorgeschrieben werden, und den technischen Merkmalen für Zugangswege, Türen, Flure, Treppenhäuser, Ebenen von Räumlichkeiten und Aufzügen, die durch Art. 415/1, 415/2, 415/3, 415/4 und 415/5 des CWATUPE vorgeschrieben werden, entspricht.

KAPITEL III — Kriterien der anpassbaren Wohnung

Art. 3 - Eine innerhalb eines Mehr- oder Einfamilienhauses eingerichtete barrierefreie Wohnung ist eine anpassbare Wohnung, wenn sie die in Art. 4 bis 13 dargelegten Kriterien erfüllt.

Art. 4 - Wenn zur anpassbaren Wohnung ein Parkplatz gehört, bietet dieser eine wenigstens dreihundertdreißig Zentimeter breite und fünfhundert Zentimeter lange vorbehaltene Fläche an.

Der zur anpassbaren Wohnung gehörende Parkplatz grenzt an den Zugangsweg zur Wohnung an und ist mit einem stabilisierten Belag beschichtet, der keine Unebenheiten und eine Neigung von maximal 2 Prozent aufweist.

Falls sich der zur anpassbaren Wohnung gehörende Parkplatz in einer Box oder Garage befindet, sind deren Innenabmessungen für den freien Zugang wenigstens vierhundert Zentimeter Breite und sechshundertfünfzig Zentimeter Länge.

Art. 5 - Weder auf Ebene der funktionalen Einrichtung noch der Bautechnik weist die Wohnung eine Stufe oder einen Vorsprung am Wohnungseingang und zwischen den einzelnen Zimmern der Wohneinheit auf.

Art. 6 - In der Wohnung wird die Bewegung in den Zimmern der Wohneinheit durch folgende Normen geregelt:

- 1° Die Flure umfassen jeweils eine mindestens einhundertzwanzig Zentimeter breite vorbehaltene Fläche;
- 2° Beiderseits jeder Tür und bei jeder Schwenkung ist eine Fläche vorhanden, die einer Wendefläche vorbehalten ist;
- 3° Der senkrecht zur Türöffnung geöffnete Flügel greift nicht auf die Wendefläche über.

Art. 7 - Die Türen der Wohneinheit weisen einen freien Zugang von wenigstens fünfundachtzig Zentimetern auf, der in einer Leibung mit wenigstens dreiundneunzig Zentimetern Abstand und in einer Rohbauöffnung von wenigstens hundert Zentimetern eingerahmt ist.

Die Länge der in Verlängerung der geschlossenen Tür, seitens der Klinke liegenden Wand beträgt beiderseits derselben mindestens fünfundfünfzig Zentimeter.

Art. 8 - Die Küche verfügt über eine einer Wendefläche vorbehaltene Fläche, die außerhalb der durch die Türausschläge und festen Ausrüstungen eingenommenen Fläche Zugang zum gesamten Mobiliar und zu allen Haushaltsgeräten gewährt.

Art. 9 - In wenigstens einem Schlafzimmer der Wohneinheit befinden sich außerhalb der 200 cm langen und 180 cm breiten Flächenentnahme des Bettes, außerhalb der 180 cm langen und 60 cm breiten Flächenentnahme des Kleiderschranks und außerhalb des Ausschlagbereichs für die Eingangstür eine Wendefläche auf einer Seite des Bettes, eine Wendefläche gegenüber dem Fenster und eine Wendefläche gegenüber dem Kleiderschrank. Diese Wendeflächen können sich teilweise oder völlig überlagern.

Art. 10 - Das Badezimmer verfügt über eine einer Wendefläche vorbehaltene Fläche, die außerhalb der durch die Türausschläge und festen Ausrüstungen eingenommenen Fläche Zugang zur gesamten sanitären Ausstattung gewährt.

Unmittelbar auf der Seite jedes WC-Beckens, ob es sich im Badezimmer oder in einem separaten Raum befindet, gibt es eine Transferfläche.

Die dem WC-Becken vorbehaltene Transferfläche kann sich aus der Vereinigung des WC-Raums mit dem Badezimmer nach Beseitigung einer ursprünglich zwischen diesen beiden Zimmern errichteten demontierbaren Wand ergeben.

Das Badezimmer enthält eine ebenerdige Dusche, die über eine dieser Transferfläche vorbehaltene Fläche verfügt, deren Boden entweder in einer Duschtasse auf gleicher Ebene wie der Badezimmerboden oder aus einem wasserdichten Belag im unmittelbaren Anschluss an den Badezimmerboden besteht, und die einen Bodenabfluss aufweist. Eine der Duschwände ist mit einer Wasserversorgung versehen.

Art. 11 - Die Schalter und wenigstens eine Steckdose je Zimmer sind auf einer Höhe zwischen achtzig und einhundertzehn Zentimetern über dem Boden und fünfzig Zentimeter von jeder angrenzenden Wand entfernt angebracht.

Art. 12 - Gegenüber wenigstens einem Fenster jedes Zimmers der Wohneinheit - mit Ausnahme der Toilette, des Badezimmers, der Küche und der mit Rücksicht auf das Hauptschlafzimmer überzähligen Schlafzimmer - gibt es eine Wendefläche.

Die Brüstungshöhe dieses Fensters beträgt höchstens hundert Zentimeter.

Art. 13 - Wenn die Wohneinheit mit einem Balkon oder einer Terrasse verbunden ist, ist dessen bzw. deren Zugangstür nicht mit einem unteren Querstück oder einem Schwellenrahmen versehen.

KAPITEL IV — Kriterien der angepassten Wohnung

Art. 14 - § 1. Eine Wohnung gilt als angepasst, wenn sie derart eingerichtet ist, dass sie den einer der nachstehend dargelegten Situationen eigenen Kriterien genügt:

1° Entweder ist die Wohnung gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Förderung der Projekte im Bereich der "AVJ"-Zellen zugunsten der behinderten Personen, die in Sozialsiedlungen autonom leben möchten, als "AVJ"-Wohnung ("Aide à la Vie Journalière", Hilfe beim täglichen Leben) anerkannt,

2° Oder die Wohnung ist eine anpassbare Wohnung, die ggf. durch ein bzw. mehrere feste oder in das Gebäude eingebaute Geräte gemäß Anlage 82 des verordnungsrechtlichen Teils des Wallonischen Gesetzbuches über die sozialen Maßnahmen und die Gesundheit oder gemäß den in diesem Bereich in der Deutschsprachigen Gemeinschaft anwendbaren Vorschriften komplementiert wird, und die von einem Haushalt besetzt wird, in dem ein Mitglied eine Gehbehinderung aufweist,

3° Oder die Wohnung entspricht den in Art. 5 bis 7 und 9 bis 10 angeführten Kriterien und weist eine bzw. mehrere besondere Einrichtungen im Hinblick auf die Behinderung eines Mitglieds des die Wohnung besetzenden Haushalts auf,

4° Oder die Wohnung entspricht den in Artikel 2 angeführten Kriterien und die anerkannte Behinderung des oder der Haushaltsmitglieder bedarf keiner besonderen Einrichtung bzw. keines besonderen Gerätes zum Zwecke der Förderung der Bewegungsfähigkeit der Bewohner.

§ 2. Die Kriterien in Bezug auf die Situationen gemäß § 1 Ziffern 3° oder 4° werden auf begründeten Antrag des Haushalts, der die Wohnung besetzt, von der Abteilung Wohnungswesen der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie bestätigt.

§ 3. Für die Situationen im Sinne von § 1 Ziffern 2°, 3° oder 4° hört die Wohnung durch Ablauf des Mietvertrags oder durch Abtretung eines dinglichen Rechts auf die Wohnung auf, die Kriterien einer angepassten Wohnung zu erfüllen.

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,
J.-M. NOLLET

Die Ministerin für soziale Maßnahmen und Chancengleichheit,
Frau E. TILLIEUX